

## \$\$\$ Financement \$\$\$

Voici quelques-uns des nombreux services de financement offerts par les pouvoirs publics et les organismes privés aux entreprises canadiennes à la recherche de débouchés commerciaux au Zimbabwe.

### Société pour l'expansion des exportations (SEE)

La SEE est une société de services financiers axée sur les clients, qui a pour mandat d'aider les entreprises canadiennes à réussir sur les marchés mondiaux. Elle offre un vaste éventail de services de gestion des risques, y compris les assurances, le financement et les garanties, aux exportateurs canadiens et à leurs clients partout au monde.

Les entreprises canadiennes qui souhaitent faire des affaires au Zimbabwe peuvent bénéficier des services de gestion des risques de la SEE. La Société est ouverte au Zimbabwe, sans restrictions à court terme et sous réserve de lignes directrices quant aux risques généraux encourus à moyen et à long termes. Même si la SEE n'offre pas de marges de crédit, elle peut être en mesure de proposer une assurance-investissement à l'étranger.

Pour de plus amples renseignements sur les services de la SEE au Zimbabwe, prière de communiquer avec Michel Boyle, directeur, Direction de l'Afrique et du Moyen-Orient, SEE, 151, rue O'Connor, Ottawa K1A 1K3, tél. : (613) 598-3079; fax : (613) 598-2503.

### Programme de coopération industrielle de l'ACDI

Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI encourage les entreprises à partager leurs compétences et leur expérience avec des partenaires de pays en développement par le biais d'une série de services d'investissement et de services professionnels. Le programme a pour objet d'offrir de l'aide financière dans le cadre d'associations à long terme qui donneront lieu à des transferts de technologie et à la création d'emplois dans le pays hôte.

Le soutien approuvé dans le cadre de ce programme comprend les études préliminaires et les études de faisabilité, les services professionnels, les déplacements et les visites dans les pays en question, ainsi que le soutien de projets.

Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec Paul Skahan, administrateur de programme régional, Programme de coopération industrielle de l'ACDI, 200, promenade du Portage, Hull (Québec) K1A 0G4, tél. : (819) 997-2069; fax : (819) 953-5024.

### INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

#### La Banque mondiale

La Banque mondiale est un organisme multilatéral de prêt qui finance des projets dans une grande variété de secteurs tels que l'agriculture, l'éducation, l'énergie, les transports, l'électricité et les télécommunications. La Banque œuvre en Afrique principalement par l'intermédiaire de l'Association internationale de

développement (AID), qui offre aux gouvernements des conditions avantageuses permettant au pays emprunteur d'acheter des biens et des services sur le marché international.

Huit projets d'une valeur totale de 700 millions de dollars sont en cours de réalisation au Zimbabwe, et l'approbation de crédits de 330 millions de dollars est prévue pour le présent exercice. Les projets futurs porteront sur les télécommunications et le développement urbain. Le Canada est l'un des directeurs administratifs de la Banque mondiale. L'ambassade du Canada à Washington a donc un bureau de liaison qui a pour fonction de surveiller le processus d'acquisition, et de prêter assistance aux sociétés canadiennes.

Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec le Bureau de liaison avec les institutions financières internationales, Ambassade du Canada, 501 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington, D.C., 20001, tél. : (202) 682-7788; fax : (202) 682-7789.

#### Banque africaine de développement

La Banque africaine de développement (BAD) finance des projets et des programmes d'investissement dans les États membres, soit unilatéralement, soit en collaboration avec d'autres institutions de développement. Même si des contraintes financières ont restreint le rôle de la Banque en Afrique au cours des dernières années, elle continue de jouer un rôle important dans le financement de projets dans cette région du monde.

La BAD a financé deux projets totalisant 140 millions de dollars en 1995, et le Indicative Lending Program pour 1996 annonce deux nouveaux projets, évalués à 50 millions de dollars, dans les domaines de l'irrigation et des télécommunications. Cependant, les entreprises canadiennes n'ont pas jusqu'à présent profité pleinement des activités de financement de la BAD.

Le Canada est l'un des directeurs administratifs de la Banque. L'ambassade du Canada à Abidjan a donc un bureau de liaison qui a pour fonction de surveiller le processus d'acquisition et de prêter assistance aux sociétés canadiennes. Pour optimiser leurs chances de réussite sur ce marché, on encourage les entreprises canadiennes à étudier les projets de la BAD et à leur donner suite auprès des agents commerciaux du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) à Ottawa, ou auprès du bureau de liaison à Abidjan.

Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec le Bureau de liaison auprès de la Banque africaine de développement, Ambassade du Canada, 01 B.P. 4104, Abidjan 01, République de Côte d'Ivoire, tél. : (011-225) 21-20-09; fax : (011-225) 22-05-30.

## Nombreux débouchés commerciaux au Zimbabwe

### □ MARCHÉS

#### Exploitation minière

L'industrie minière, qui est bien développée au Zimbabwe, joue un rôle essentiel dans l'économie de ce pays, engendrant 45 % de ses recettes en devises étrangères, et employant 7 % de sa population active en 1994. L'or et le nickel comptaient parmi les principales exportations du Zimbabwe en 1994, évaluées à plus de 500 millions de dollars. L'augmentation considérable des activités d'exploration, l'adoption d'une loi sensée sur les mines, et la libéralisation des politiques économiques, font de cette industrie un marché intéressant pour les fabricants canadiens de matériel d'exploitation minière.

Le Zimbabwe possède d'importants gisements minéraux répartis sur la majorité de son territoire; la production de diamants, d'or, de cuivre, de platine, de zinc et de minerai de chrome y sont à la hausse.

Les principales difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises canadiennes du secteur minier comprennent la pénurie d'eau, les pannes d'électricité, les coûts énergétiques élevés, les coûts des facteurs de production, les taux d'intérêt et les préoccupations d'ordre environnemental. Cependant, comparativement à certains pays d'Afrique, le Zimbabwe offre des conditions plus favorables à ces égards et est doté d'une infrastructure beaucoup plus développée. On y trouve en outre des services miniers sur place, bien qu'ils soient limités et qu'ils représentent des intérêts étrangers. L'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne sont les principaux concurrents du Canada dans ce secteur.

Étant donné que le Zimbabwe ne fabrique pas de matériel ni d'équipements d'exploitation minière, la demande dans ce domaine va des petits outils et appareils au matériel de pointe pour les opérations d'envergure. Il existe des débouchés pour les camions et les pièces de rechange, le matériel d'exploitation souterraine et d'explo-

tation à ciel ouvert, les petits groupes électrogènes diesel, les bulldozers, les grues, les chargeuses sur pneus, les pelles électriques, les chronocomparateurs et les convoyeurs.

#### Télécommunications

Le système téléphonique désuet du Zimbabwe étant en voie de modernisation avec l'aide des institutions financières internationales (Banque mondiale, Banque africaine de développement), d'organismes donateurs et d'investisseurs nationaux, le secteur des télécommunications présente d'importants débouchés pour les sociétés canadiennes.

Le projet de la Banque mondiale, qui fait partie du projet Telcoms II (également financé par la BAD), a pour objet d'appuyer l'expansion viable et l'amélioration de la qualité des systèmes de la Post and Telecommunication Corporation (PTC) du Zimbabwe, et d'améliorer les politiques en matière de télécommunications. Le programme s'appuiera sur un plan de développement institutionnel, de réadaptation et d'expansion qui nécessitera des services d'expertise-conseil en matière de politiques, de financement et d'ingénierie.

Une importante décision judiciaire a récemment mis fin au monopole de l'État sur la prestation de services de téléphonie cellulaire. En plus de favoriser l'amélioration des télécommunications, cette décision pourrait ouvrir la porte aux entreprises canadiennes qui exploitent ce secteur.

Les priorités actuelles du Zimbabwe en matière de télécommunications comprennent la téléphonie cellulaire, l'expansion du réseau dans les régions rurales, les stations-satellites ainsi que l'installation de câbles de fibres optiques et de circuits directs.

Des débouchés commerciaux éventuels existent dans les domaines de la formation, du matériel (y compris les câbles et les PABX), des services d'expertise-conseil et des logiciels. La plus forte concurrence dans ce secteur provient des sociétés suédoises, japonaises, britanniques et sud-africaines.

### Agro-alimentaire

L'agriculture constitue la principale source de revenu du Zimbabwe, représentant environ le tiers de ses recettes. En règle générale, les secteurs agro-alimentaires du Canada et du Zimbabwe partagent certaines caractéristiques : les deux pays sont autosuffisants en ce qui concerne la plupart des denrées alimentaires de base; dans les années d'abondance, les deux exportent les céréales de surplus et, dans le cas du Zimbabwe, du maïs aussi; les deux produisent du bétail destiné à la consommation extérieure; les deux produisent et exportent des produits agricoles non essentiels.

Malgré les échanges limités entre le Canada et le Zimbabwe dans le domaine agricole, les similarités et l'ouverture de l'économie du Zimbabwe pourraient offrir des débouchés dans ce secteur. Toutefois, pour réussir, les exportateurs vers le Zimbabwe doivent souvent obtenir un soutien local.

Même s'il est restreint, le marché pour les produits canadiens offre des possibilités dans les secteurs suivants : la génétique, la gestion des troupeaux laitiers, l'horticulture et la préparation des aliments. L'ACDI et l'ACSPAA (voir page suivante) ont toutes deux appuyé les activités dans ce secteur.

### □ INITIATIVES

#### PARAAO

Le MAECI collabore avec d'autres organismes fédéraux pour mettre au point les derniers détails d'un plan d'action régional pour l'Afrique australe et orientale (PARAAO) afin de tirer parti du fait que la région est en voie de devenir une plaque tournante du commerce. Le Zimbabwe a toujours été perçu comme une porte d'entrée à l'Afrique australe, et il est maintenant possible de profiter de cette nouvelle réalité. L'influence de l'Afrique du Sud sur la région sera considérable, tant par l'attrait que ce pays exerce sur les investisseurs que par l'amélioration de ses propres relations commerciales avec les pays

Voir page 6 - Initiatives